Projet d'avis du conseil d'administration

Le 16 octobre dernier, Samuel Paty, professeur d'histoire-géographie-enseignement moral et civique, était assassiné à Eragny-sur-Oise, en quittant son établissement d'exercice. Cet acte barbare inqualifiable a plongé notre communauté éducative dans l'effroi mais ne la laissera pas sans voix. Pour la première fois dans l'histoire de l'école laïque française, un professeur a été assassiné là où il enseignait.

Quelques jours plus tard, le ministre arrêtait dans le cadre d'une concertation avec les organisations professionnelles, les principes suivants :

- une rentrée différée à 10 heures afin d'organiser en équipe, un temps de discussion, de recueillement et de pédagogie auprès de nos élèves, en présence des équipes éducatives, lundi 2 novembre, dans tous les établissements scolaires de France
- l'organisation en amont d'un accueil particulier des élèves sous forme d'une proposition pédagogique afin de ne pas disjoindre un temps de réflexion et la minute de silence

La République le devait à un historien-géographe de métier et à un fonctionnaire de l'État. Pourtant, vendredi 30 octobre à 16h00, le dispositif prévu, révisé à la baisse, ne prévoyait qu'une lecture du texte de Jaurès, sans véritable explication de la nécessité d'un recueillement solennel. Cette annonce, par voie de presse, a plongé la communauté éducative dans un profond désarroi.

De plus, dans un contexte sanitaire tendu, marqué la publication d'un nouveau protocole le jeudi, la rentrée scolaire s'est déroulée dans une forme de confusion rendant plus difficile encore l'accueil concret des élèves et la communication avec les familles : l'annonce du changement vendredi après-midi est intervenu après la communication écrite de l'équipe de direction sur l'organisation de rentrée et quelques minutes avant la tenue d'une réunion à distance avec les parents d'élèves.

Vingt-ans se sont écoulés depuis l'organisation de la première minute de silence consécutive à un acte de terrorisme. Vingt-ans durant lesquels nous avons construit des préalables indispensables à l'organisation d'un temps de recueillement à l'école.

Pour que le recueillement soit pleinement consenti et même voulu, il faut en effet que :

- la raison parle la première, suivie par l'émotion du silence partagé
- le drame vécu par l'École soit celui de chacun des élèves.

Cela requiert une leçon solennelle de civisme républicain. Comment ne pas expliquer aux élèves que la liberté dont ils jouissent aujourd'hui a été conquise hier contre l'obscurantisme qui détournait les êtres humains du savoir qui élève, de la connaissance qui délivre ?

Comme en 2015, face à cette tragédie qui nous affecte profondément, équipe enseignante, équipe de direction, parents d'élèves sont côte à côte, unis dans une même préoccupation – celle de nos élèves et étudiants –, pour garder le cap de l'école publique, laïque et républicaine et bâtir l'Éducation nationale de demain.